

Monsieur le Président de la République,

Monsieur le Premier ministre, Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs,

Je souhaite d'abord **vous remercier** pour l'organisation de cette conférence sociale qui est une occasion d'échanger à la fois sur des constats et des pistes de solutions entre partenaires sociaux.

Je voudrais redire tout d'abord que le MEDEF, contrairement à ce que nous pouvons entendre parfois, reste très attaché à un **dialogue social pragmatique et de qualité**, basé sur un constat économique partagé.

Je voudrais développer 5 points dans mon exposé :

- Le constat ;
- Le pacte ;
- Un dialogue social renouvelé ;
- Nos attentes pour cette conférence sociale ;
- Et une conclusion rapide.

## 1/ Premier point, quel est ce constat ?

**La situation économique de la France reste extrêmement préoccupante** : croissance zéro au 1<sup>er</sup> trimestre, très faible au second, avec un niveau d'investissement insuffisant. **Nos indicateurs sont soit au rouge, soit à l'orange, alors même que la croissance a tendance à se fortifier au niveau mondial.** Le carnet de santé de la France que nous venons de publier courant juin, que nous avons diffusé et que nous tenons à votre disposition, trace une image sans concession de la situation économique de notre pays. Je précise que ces chiffres ne sont pas issus des équipes du MEDEF mais de l'INSEE – on ne peut donc pas nous accuser de partialité dans ce constat.

On nous dit parfois : arrêtez de broyer du noir, regardez les aspects positifs ! Ce que nous répondons, comme chefs d'entreprise, est que, **pour agir bien, il faut avoir conscience de sa situation, sans dramatiser, mais sans non plus se bercer d'illusions et en connaissant toutes les conséquences.**

Or que signifie cette situation ? Simplement, que **notre économie n'est plus en mesure de créer de la croissance, donc de l'espoir pour nos concitoyens.** Oui, la situation est grave et sérieuse car cette défaillance économique qui se prolonge depuis de trop nombreuses années alimente l'inquiétude sociale qui est la marque de notre pays, notamment la peur du chômage. Or cette inquiétude sociale et ce chômage trop élevé font le lit des extrêmes et menacent notre démocratie.

Ainsi, une chaîne infernale s'est mise en route : la crise économique française actuelle entraîne une dépression sociale qui provoque une dépression politique qui se matérialise par un vote dans les extrêmes. C'est particulièrement dangereux pour notre pays. Il faut régler le problème à la base : celui de l'économie, donc des entreprises qui sont asphyxiées, ligotées et encore trop souvent mal traitées.

**Si l'économie va, le social ira. Sinon, ça ne fonctionnera pas.**

**Et il y a urgence.** Cette urgence nécessite de dépasser les postures pour parler enfin vrai et dire la réalité aux Français.

## **2/ Quelles sont ces vérités ?**

- D'abord que **le Pacte de responsabilité proposé par le Gouvernement va dans le bon sens. Il doit apporter Compétitivité pour les entreprises et Confiance pour les entrepreneurs, ce qui permettra emplois et épanouissement pour nos salariés. Si on ne fait pas cela, la crise sociale durera et le chômage continuera d'augmenter.**
- Pour nous, Compétitivité et Confiance sont donc les deux leviers fondamentaux de la réussite du Pacte de responsabilité ;
  - **Compétitivité pour recréer les conditions de la croissance pour les entreprises**, en renforçant leurs marges par la baisse du coût du travail et la baisse des charges.
  - **Confiance, par la cohérence et la constance dans la politique suivie**, en évitant à tout prix les projets ou les

propositions de loi anti-économiques ou anti-entreprises qui viennent justement ruiner cette confiance.

- **L'application constante dans la durée de ces deux leviers, Compétitivité et Confiance, est une nécessité à la fois économique, sociale et politique pour le redressement de notre pays.**
- C'est pourquoi **le MEDEF a toujours soutenu ce Pacte**. Nous nous sommes engagés les premiers, dès Février, au travers de 25 engagements que nous suivons régulièrement, mais aussi par le relevé de conclusion signé le 5 mars, et enfin par la mobilisation de toutes nos branches. Aujourd'hui, et je crois que le Ministre du travail fera un point, plus de 30 branches ont ouvert des discussions, et ces branches concernent plus de 9 millions de salariés. On peut dire que ce n'est pas assez, que ce n'est pas suffisant, mais **la mobilisation est réelle**.
- Et au-delà, il faut être clair que **cette mobilisation prendra du temps pour avoir des effets concrets** : le Pacte se comprend dans la durée, puisque les baisses de charges et de fiscalité s'étalent sur plusieurs années, la création d'emplois découlera de ces actions, souvent avec quelques mois, voire quelques années de décalage. Il faut le dire et l'assumer.
- Il faut aussi, tout en saluant l'effort sans précédent consenti par le Gouvernement dans ces baisses, rappeler que nous sommes encore loin de combler le différentiel de compétitivité qui existe avec nos

partenaires européens, et notamment l'Allemagne. **Nous ne faisons qu'un tiers du chemin d'ici à 2017, puisque ce différentiel est de 116 milliards d'euros. Il faudra continuer, il faudra que nous soyons, collectivement, constant dans l'effort,** malgré les échéances électorales de 2017 que nous connaissons. Et il faudra réaliser les deux autres tiers...

- Au-delà des actions engagées, je le répète, **la création d'emplois repose sur la confiance, et cette confiance provient de la cohérence et de la constance de l'action publique.** A cet égard, de même que le CICE avait été voté sur trois ans, il est important que les baisses de charges et de fiscalité annoncées puissent être intégrées dans la loi, dès 2015, et **ceci pour les trois prochaines années.** C'est la capacité de connaître son environnement qui permet de donner confiance aux chefs d'entreprises. Toutes les entreprises ne sont pas concernées par les baisses de charges de 2015, et il serait paradoxal de leur demander des comptes l'an prochain avant même qu'elles n'aient pu en bénéficier.
- **De même, la cohérence doit être désormais la règle, avec une logique simple : tout ce qui rajoute de la complexité, de la contrainte, ou des charges et des impôts, est un facteur de destruction d'emplois et de hausse du chômage.** C'est donc contraire à notre objectif commun. Que de nouvelles augmentations d'impôts (exemples : la taxe de séjour sur les hôtels, la question de l'intégration des temps de pause dans le calcul des allègements de charge qui vient annuler ces mêmes allègements dont peuvent

bénéficiaires certains secteurs,...) soient votées en parallèle du Pacte de responsabilité, quel que soit leur montant, est donc incompréhensible pour les chefs d'entreprises, et une source de très grande inquiétude, donc de défiance.

- **Au niveau économique où est la France, je voudrais donc insister sur le fait que :**

- Chaque cotisation nouvelle sur les entreprises entrainera du chômage.
- Chaque contrainte nouvelle sur les entreprises entrainera du chômage.
- Chaque taxe nouvelle sur les entreprises entrainera du chômage.
- Ce n'est pas de la politique, c'est de la mécanique.

- Enfin, je **voudrais rappeler, dans le nécessaire discours de Vérité qui doit nous animer, qu'il faut enfin cesser d'opposer ménages et entreprises, salariés et entreprise**, de parler de « cadeaux aux entreprises ou de cadeaux aux patrons ». Laissez-moi vous livrer une conviction personnelle : **le meilleur pouvoir d'achat que l'on peut donner aux Français est d'avoir un emploi**. Car avoir un emploi, ce n'est pas simplement avoir un salaire ! C'est d'abord avoir un travail, une dignité et une appartenance sociale; c'est aussi avoir une reconnaissance, des amis, des collègues et œuvrer pour la collectivité. Enfin, avoir un emploi c'est exercer un métier, c'est-à-dire avoir une qualification, un savoir-faire, une compétence. Et c'est là tout l'enjeu auquel nous faisons face : recréer de l'emploi, redonner un travail à

chacune et à chacun, développer l'épanouissement au travail, l'employabilité des salariés, encourager leur mobilité et favoriser le passage du travail au métier.

C'est pour toutes ces raisons que cette conférence sociale est importante et nécessaire. Car les changements qui sont nécessaires, les évolutions indispensables ne pourront se faire que grâce à ...

**3/ un dialogue social renouvelé.** Et ce sera mon troisième point.

**Oui, le MEDEF et ses équipes sont attachés à un dialogue social de qualité et pragmatique.** Nous l'avons prouvé en concluant, depuis un an, 2 accords, et le relevé de conclusions du 5 mars.

Je rends hommage aux partenaires sociaux, engagés dans ce dialogue social au niveau interprofessionnel, des branches, des entreprises. Sur la sécurisation de l'emploi, la formation professionnelle, et même l'assurance chômage, nous avons su conduire de vraies évolutions structurelles, même si nous ne sommes pas d'accord sur tout.

**Mais nous devons collectivement reposer les conditions de ce dialogue, de sa méthode. Aujourd'hui, notre monde a changé** et notre dialogue n'a pas évolué suffisamment vite. Il a été défini après la guerre, à une époque où la croissance était prévisible et assez linéaire (nous étions en reconstruction), où nous étions en compétition avec 5 pays, où le progrès technique était constant et incrémental, où la France était isolée...

**Or aujourd'hui, le monde a radicalement changé :** la croissance doit aller se chercher, se conquérir quotidiennement et elle subit des trous d'air régulièrement au niveau mondial, 150 pays sont en compétition avec le nôtre en termes d'attractivité, conditions de vie, recherche..., le progrès technique est désormais imprévisible, disruptif tout en évoluant très rapidement, la France est dans l'Europe et la construction européenne est un avenir indispensable...

Quelles sont les conséquences de cette évolution ? **Tout d'abord que l'épanouissement des salariés est un véritable facteur de compétitivité.** Dans un pays à coût du travail élevé, et face à une concurrence accrue, le management des hommes et des femmes devient un facteur clé de réussite. Nous y travaillons en interne au MEDEF car cela nécessite parfois de faire progresser les chefs d'entreprise adhérents, nous en sommes conscients, et c'est un axe fort de nos travaux. Et cet épanouissement passe par le management et la montée en compétence. Oui, il faut que nos salariés progressent, se forment mieux, montent plus rapidement en compétence, et développent leur employabilité. La réforme de la formation professionnelle va dans ce sens, mais il faut maintenant la mettre en œuvre en en respectant l'esprit.

**Face à un monde devenu moins prévisible, nos entreprises ont aussi désormais besoin de réactivité, de pouvoir s'adapter en permanence rapidement.** Cela signifie que l'emploi à vie est désormais derrière nous, que nos salariés connaîtront 3, 4 ou 5 employeurs durant leur carrière professionnelle. Il faut le dire, le reconnaître et ne pas en avoir peur car leur employabilité leur permettra de rebondir.



**C'est pourquoi, nous devons donc imaginer collectivement un nouveau dialogue social qui soit à la fois économique et social, mais aussi pragmatique, efficace et performant.** Cela signifie un dialogue basé d'abord sur un diagnostic partagé, notamment économique, qui permette de déboucher sur des accords rapidement et non pas plusieurs mois après le début, et qui intègre enfin une dimension de qualité dans la supervision de son exécution, c'est-à-dire qui aille vers la simplicité, qui permette l'expérimentation et donne lieu à une évaluation... Et pour cela, le lieu principal de ce dialogue doit être l'entreprise, ou à défaut la branche.

Oui, **il nous faut désormais renverser notre hiérarchie des normes sociale, et faire en sorte que le dialogue social au plus près du terrain, c'est-à-dire dans l'entreprise,** devienne la source principale des règles sociales qui s'y appliquent. La loi doit désormais se concentrer sur la fixation d'un cadre général sans entrer dans les détails, et se simplifier drastiquement. Car c'est au niveau de l'entreprise que le dialogue social est le plus vivace, le plus en phase avec la réalité économique, et c'est sur le terrain que nous pourrons le faire progresser. C'est aussi comme cela qu'on l'on donnera toute leur légitimité, leur représentativité, aux partenaires sociaux de terrain.

Comprenons-nous bien : je ne remets pas en cause le dialogue social interprofessionnel qui est indispensable pour gérer les sujets transverses dont il est en charge (retraites complémentaires, assurance chômage,...) mais je crois que la cellule d'action doit d'abord être l'entreprise, puis la branche et sur des sujets limités l'interprofessionnel.

**Il nous faut enfin aller vers un dialogue social simplifié et... compréhensible.** Comment peut-on accepter qu'aujourd'hui ni un patron de PME, ni un salarié normal ne sont capables de comprendre le code du travail ? Est-ce acceptable ? Est-ce une garantie de protection pour les salariés ? Je ne le crois pas.

#### **4/ Quels sont nos attentes à court terme pour cette conférence sociale ?**

Pour nous, l'ambition de cette conférence sociale devrait être de recréer une dynamique de création d'emplois en France à travers la première étape qui est la mise en œuvre du pacte de Responsabilité, ce qui permettra de faire baisser à terme le chômage, et de revenir à davantage de sérénité économique, sociale et politique. C'est en tous cas notre ambition. Toutes les tables rondes prévues sont importantes. Mais je voudrais concentrer mon propos sur trois d'entre elles sur lesquelles nous avons des attentes à court terme :

- **1/ L'emploi et notamment l'emploi des jeunes.** Je voudrais redire que 25% de chômage pour les jeunes nous est tout simplement insupportable. **Nous avons rendu publique une analyse sur la situation de l'apprentissage** et des propositions pour y remédier. Propositions d'urgence, et propositions de réforme structurelle. J'espère que nous aurons l'occasion d'en discuter. Les entreprises veulent se mobiliser, elles croient plus que jamais aux filières professionnelles dont le taux d'insertion dans l'emploi est supérieur aux autres. Mais elles ont besoin pour cela d'un cadre favorable, d'une

vraie responsabilisation par exemple sur les diplômes ou les cartes de formation. Nous sommes aujourd'hui dans une situation d'urgence, jamais nous n'avions connu une telle baisse de l'apprentissage, même dans la tourmente de 2008-2009.

- **2/ La modernisation du dialogue social et du marché du travail.** J'ai développé notre idée d'aller vers plus de simplicité et d'opérationnalité dans les différents processus issus du dialogue social. Nous sommes prêts à ouvrir une négociation dès la rentrée. Je suis convaincu que, dans une relation de confiance avec les syndicats, nous pouvons simplifier nombre de processus au sein de l'entreprise.
- **J'ai déjà parlé du passage d'un dialogue formel à un dialogue réel.** Je sais que cela implique de parler de la place des organisations syndicales et de leurs représentants dans l'entreprise. Nous devons savoir simplifier les instances, les nombreuses informations, consultations et négociations obligatoires, qui ont multiplié les exigences formelles sans donner un sens à ce dialogue. Nous avons déjà progressé dans l'accord sur la sécurisation de l'emploi, mais il faut aller plus loin.
- **Donnons plus de place à l'accord dans l'entreprise,** et cessons d'empiler, voire supprimons, les exigences formelles sans lien avec la réalité de l'entreprise.
- **3/ L'épargne salariale, car il nous semble aujourd'hui indispensable d'acter l'idée que les salariés, et au-delà les parties prenantes de l'entreprise, doivent être mieux associés à la performance de l'entreprise.** Oui, il est important d'avoir une

modération salariale, souvent dans les situations tendues, mais celle-ci doit s'accompagner d'un développement en parallèle d'outils permettant de mieux associer les salariés à la création de richesse quand elle est produite. Le cadre légal et fiscal est à l'évidence majeur sur ce sujet. Nous avons là-aussi émis des propositions que nous discuterons dans la table ronde concernée.

## **5/ En conclusion.**

**Je veux redire notre attachement au dialogue social :** nous ne relèverons notre pays qu'en ayant un dialogue fructueux et vrai, basé sur des constats économiques partagés. Oui, ce dialogue est clé pour le futur, mais pour qu'il reste au cœur de notre modèle social, **il faut savoir désormais le faire évoluer vers plus de pragmatisme et de réalisme, et d'y intégrer fondamentalement la dimension économique sans quoi rien n'est possible.**

Il nous faut désormais inventer un nouveau dialogue économique et social trois fois gagnant :

- **gagnant pour le salarié**, en lui permettant d'être épanoui, et de se développer dans son métier et son entreprise, en développant son employabilité pour qu'il réduise sa peur du chômage.
- **gagnant pour l'entreprise** en lui permettant de s'adapter plus simplement aux aléas du marché, en la remettant sa compétitivité et sa rentabilité au cœur des débats, en sécurisant et simplifiant son environnement réglementaire.

- **gagnant pour la société française** au sens large, en recréant une dynamique de création d'emplois par la diminution de la peur d'embaucher qui existe encore chez nos chefs d'entreprises en France. Et en libérant toutes les énergies et toutes les initiatives.

Mettre en œuvre ce pacte de responsabilité d'une part, et construire ce nouveau dialogue économique et social français, d'autre part, sont les deux enjeux des semaines et des mois à venir pour le gouvernement et pour les partenaires sociaux. Ils sont cruciaux pour le redressement de notre pays, mais aussi, et il ne faut pas l'oublier, pour le rétablissement de la crédibilité de la France au plan international.

Je vous remercie de votre attention.